



Envoyé sur : 27/9/2006 13:50

Création d'un partenariat historique américano-marocain

Le Millenium Challenge Account (MCA), programme américain d'aide au développement des pays étrangers estimé à plus d'un million de dollars, et le gouvernement marocain ne sont pas encore parvenus à un accord sur les projets à soutenir pour faire avancer le développement économique du Maroc. Par conséquent, le Maroc ne se verra pas octroyer cette année les \$750 millions de dollars provenant du fonds d'aide au développement. De nouvelles propositions sont en cours de développement et des discussions entre les élus américains et marocains devraient avoir lieu dans les mois à venir. La plupart des observateurs auxquels je me joins sont d'avis que les fonds du MCA peuvent générer un maximum de bienfaits pour le peuple marocain s'ils sont utilisés pour soutenir le développement des communautés locales en partenariat avec le programme marocain d'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH).

Lancé en mai 2005 par le Roi du Maroc, Mohammed VI, l'INDH soutient des projets (infrastructures et services d'ordre vital, développement des compétences et croissance économique) basés sur « la décentralisation » et « l'auto-suffisance. » Lors de sa première évaluation annuelle en juillet, l'INDH, dont la gestion est interministérielle et les partenaires de la société civile, a cité 117 projets implantés ciblant 1 million de personnes. L'INDH a budgétisé environ \$ 1 billion pour améliorer la vie de 5 millions de marocains (dont 3,5 millions de ruraux et 1,5 millions de citadins) d'ici 2110. Il encourage tous les Marocains, y compris la diaspora et tous ceux à travers le monde qui se sentent concernés par le Maroc, à prendre part à l'auto-développement de la nation. De nombreux groupes divers sont venus se joindre à cet effort, notamment le Comité Juif de Casablanca dirigé par Serge Berdugo, qui vient d'être récemment nommé ambassadeur itinérant par le roi. Le comité se prépare à lever des fonds pour aider à l'aménagement de pépinières communautaires d'arbres fruitiers, un projet qui devrait générer des bienfaits considérables pour des milliers de familles rurales.

La question n'est pas tant de savoir si le MCA devrait s'associer à l'INDH – c'est, après tout, un projet marocain de développement national continu, ambitieux, revendiqué et qui s'attache à suivre les principes du développement communautaire participatif. De par sa nature même, l'INDH représente donc un excellent partenaire. La question qui se pose pour le MCA et le gouvernement marocain serait plutôt de savoir – Quels projets et programmes en particulier au sein de la vaste structure de l'INDH le MCA devrait-il soutenir ?

Je recommande deux domaines fondamentaux qui mettent en avant les objectifs de l'INDH, du MCA et du développement communautaire de manière générale. Ces domaines sont 1) le processus de planification des projets de développement effectué par les communautés de façon participative, et 2) la

concrétisation des projets conçus par les communautés.

1) La planification du développement participatif

Pour que l'INDH puisse atteindre efficacement son objectif (objectif qui consiste à impliquer 5 millions de personnes dans son effort pour le développement), les réunions sur la participation communautaire ont besoin d'être catalysées et facilitées de village en village et aux abords des communes rurales et urbaines. Il s'agit de réunions au cours desquelles les gens collaborent afin d'évaluer et d'examiner les obstacles ainsi que les opportunités, et afin de mettre en place un plan d'action pour aller de l'avant et répondre à leurs besoins prioritaires.

Partout dans le monde, on trouve la preuve indéniable que les projets de développement définis et gérés par les communautés sont 1) presque toujours une réussite (la plupart du temps, ceci est dû au sentiment d'appropriation des communautés dans le processus d'élaboration et de maintien de ces projets, 2) rentables (grâce aux contributions en nature faites par les communautés, telles que la main d'œuvre pour construire les projets et les contributions faites par le gouvernement d'accueil et les ONG locales), et 3) peu onéreux en coûts administratifs car l'accent est porté sur l'accès au transfert des savoirs-faire.

La participation de facilitateurs « tiers » formés au préalable est essentielle au processus. Ils permettent de rapprocher les gens et d'avoir recours à des outils participatifs qui puisent des données dans et pour les communautés afin de planifier efficacement le développement. Les outils participatifs sont des activités interactives qui aident les membres des communautés à évaluer leurs conditions sociales, économiques, environnementales et historiques et à trouver des solutions qui leur permettront de prendre conscience des opportunités qui se développeront par le biais du dialogue. L'Apprentissage et l'Action Participative et l'Evaluation de la Participation Rurale comptent parmi les catégories d'outils communautaires les plus communément utilisés pour la planification du développement. Ils font appel à des supports visuels (tels que la création de cartes de la région par les communautés, reflétant ainsi dans le même temps ce qu'elles souhaiteraient voir à l'avenir) et des modèles (tels que les matrices de comparaison par paires qui aident les populations locales à définir les projets les plus vitaux pour eux). L'Institut National Démocratique au Maroc forme notamment des politiciens à ces méthodes.

Le développement participatif n'est pas chose récente au Maroc – beaucoup de personnes au sein du gouvernement et des ONG connaissent cette approche et beaucoup d'exemples de projets réussis peuvent en témoigner. Toutefois, une augmentation considérable du nombre de personnes formées est requise, ainsi qu'un renforcement des évaluations stratégiques pour définir quelles personnes former afin de maximiser l'impact de cette approche. Pour que des réunions locales puissent prendre place à grande échelle au Maroc, il faut créer des programmes et des institutions qui se consacreront à transmettre les compétences requises aux personnes aptes à utiliser les outils participatifs au sein de leurs communautés. Je suis d'avis que les enseignants exerçant dans les communautés rurales du Maroc

devraient faire partie de ces personnes, car ils sont capables de catalyser le développement communautaire à travers les campagnes. Très souvent jeunes et récemment diplômés d'université, les enseignants en milieu rural se retrouvent en contact avec la vie rurale de leur pays pour la première fois et souhaitent apporter des changements sociaux positifs, mais ne savent pas vraiment comment s'y prendre. Avec une bonne formation, ils pourraient mettre en place et faciliter des réunions productives dans les communautés qu'ils servent. Cela va sans dire que beaucoup d'autres devraient également bénéficier de cette formation, notamment les membres des communautés, les représentants, les ONG et le personnel gouvernemental.

La formation en vue de faciliter les différentes actions est la plus bénéfique lorsque les stagiaires appliquent directement les outils acquis dans le cadre d'une véritable communauté. Ceci permet à la formation de faire avancer le développement communautaire et donne aux stagiaires un réel point de référence alors qu'ils s'engagent avec leurs communautés sur la voie du développement. Même après un mois de formation aux outils et aux impacts sociaux du développement participatif, les stagiaires ont encore besoin d'être guidés tandis qu'ils viennent en aide à leurs communautés d'origine. Le MCA et l'INDH devraient créer ensemble un nouveau « Centre de Ressources et de Formation au Développement Communautaire » au sein d'une université (semblable à ce que l'ONG des Etats-Unis, la Fondation Haut Atlas et la Faculté de Droit, d'Economie et de Société à Mohammedia sont en train de développer) qui propose une formation et de la recherche dans le domaine du développement participatif tout en offrant un soutien continu aux facilitateurs de cette discipline. Nombre d'institutions existantes telles que les Instituts Techniques d'Agriculture à travers le Maroc, qui font partie du Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pêcheries, pourraient être des centres principaux de formation aux outils du développement communautaire. On devrait encourager la création de « Centres de Planification Participative » – centres qui participent à la conception participative de projets de développement ainsi qu'à la transmission des compétences dans ce domaine et dans celui des technologies agricoles et des pratiques dans le secteur de la santé. Les Partenaires pour le Changement Démocratique, ONG américaine qui compte à présent des centres participatifs dans 14 pays, est actuellement en train de mettre en place un partenariat afin d'ouvrir un centre au Maroc.

Le Dr. Abderrahim Harouchi, ministre marocain du Développement Social, de la Famille et de la Solidarité et coordinateur principal de l'INDH, a hâte de travailler avec les organisations qui prônent ce type de formation et d'établissements. Le ministre les considère à juste titre comme « réformateurs de la société. » La formation de personnes en vue de faciliter les différentes actions dans le domaine du développement participatif et la création d'établissements à cet effet sont nécessaires afin qu'un développement communautaire extensif se mette en place et que l'INDH atteigne ses objectifs. Le partenariat du MCA avec l'INDH en vue de l'implantation de ces objectifs peut faire une différence cruciale pour le Maroc.

2) Les projets de développement communautaire participatifs

Son partenariat avec l'INDH devrait permettre au MCA de financer une

gamme de projets de développement socio-économiques parmi lesquels les communautés locales peuvent choisir. Les principales priorités de développement exprimées par les communautés présentent naturellement de grandes similarités. Par exemple, dans nombre de réunions communautaires auxquelles j'ai assisté, l'eau potable, l'irrigation, les centres de jeunesse, les centres pour les femmes et la plantation d'arbres sont des priorités de développement que les populations rurales des villages marocains abordent de manière systématique.

Thomas Riley, ambassadeur des Etats-Unis au Maroc, a été un défenseur actif de la plantation d'arbres fruitiers au Maroc car il en saisit l'importance, particulièrement pour les familles rurales. Il soutient les projets de plantation d'arbres par le biais du fonds d'habilitation de l'ambassade, et a contribué à en faire une action que le MCA s'est proposé précédemment de soutenir. L'ambassadeur a raison de promouvoir des projets de développement prisés qui génèrent nombre de bienfaits, et le MCA devrait développer l'opportunité d'aider les communautés à prendre en compte la portée de leurs objectifs.

Ce type de soutien du MCA pour les projets communautaires à travers les régions du Maroc est également certain de valoriser la diplomatie publique des Etats-Unis dans le pays. Lors de son audience au cours de laquelle a été confirmé le poste de Sous-secrétaire d'Etat pour la Diplomatie Publique, l'ancienne ambassadrice des Etats-Unis au Maroc Margaret Tutwiler a suggéré que l'aide pour la réalisation de projets jugés importants par les communautés, tels que la plantation d'arbres – projet qu'elle avait soutenu en tant qu'ambassadrice – représente un acte de poids pour la diplomatie publique.

Si l'on investit \$ 750 millions dans le soutien de programmes et le développement d'institutions qui catalysent et facilitent le développement communautaire participatif, ainsi que dans le développement de projets gérés par les communautés de leur conception à leur évaluation et au-delà, environ 1,5 millions de marocains pourront connaître une transformation socio-économique et une amélioration de l'environnement considérables. La question reste à savoir : Vers quelles zones géographiques du Maroc le MCA et l'INDH devraient-ils diriger leurs efforts ? Il leur faudrait dans un premier temps privilégier les zones rurales – conformément à l'importance que l'INDH leur accorde, avec raison. Puis, dans ce contexte, ils devraient identifier les zones qui sont le plus dans le besoin et où le développement socio-économique en lui-même fait avancer d'autres objectifs primordiaux. Par exemple, le développement dans les villages avoisinant les parcs nationaux et les réserves du Maroc (qui se situent de part et d'autre du pays) fait également avancer les objectifs de préservation de la nature (en diminuant la dépendance des communautés locales aux ressources des zones protégées). Beaucoup de ces villages se trouvent dans des régions montagneuses reculées et comptent parmi les plus pauvres au Maroc si l'on s'en réfère aux statistiques. En résumé, le MCA et l'INDH devraient envisager de promouvoir le développement dans les régions qui en ont le plus besoin et où une telle aide générera une multitude de bienfaits directs et indirects.

Il serait audacieux pour le MCA et l'INDH de baser leur partenariat sur cette stratégie de développement. Toutefois, celle-ci est le reflet des bases communes partagées par ces deux entités et est en priorité dans l'intérêt


total des familles marocaines. Bien-sûr, il est audacieux pour le Maroc ou tout autre pays de mettre en place de nouvelles réunions communautaires participatives locales impliquant des millions de personnes, durant lesquelles les membres des communautés évaluent leurs conditions socio-économiques et environnementales et créent un plan d'action basé sur leurs besoins prioritaires. Mais rappelons-nous que la création et le versement d'une somme conséquente de fonds pour l'INDH étaient tout aussi audacieux, et ceci a conduit à un véritable processus de réconciliation nationale qui a récemment porté ses fruits au Maroc. Le Conseiller du Roi du Maroc André Azoulay, qui est également le seul conseiller juif d'un chef d'Etat au sein du monde musulman, a suggéré que la mise en place de réunions communautaires à travers le royaume est tout à fait possible et représente quelque-chose de très positif.

Il y a assurément une opportunité unique pour le MCA et l'INDH de collaborer et d'aider l'INDH à servir d'exemple de réussite et de force pour l'Afrique, le Moyen-Orient et d'autres régions du monde et de modèle pour tout projet de développement national basé sur la décentralisation et le renforcement des communautés. Toutefois, avant de pouvoir atteindre ce stade, il y a un préalable, se conformer aux principes fondateurs de l'INDH et du MCA. Ceci se résume à apporter un soutien aux membres de la communauté afin qu'ils puissent collaborer ensemble à la conception et l'implantation des projets de développement. C'est ce dont le peuple marocain, et tout peuple, a besoin pour son propre développement personnel, local et national. Le Maroc dispose de l'INDH, dont la mission est tout à fait cohérente avec le principe du développement communautaire participatif qui doit être implanté à travers la nation. Un partenariat INDH-MCA flexible et progressif répondant aux attentes des communautés peut transformer la réalité socio-économique de millions de marocains et devenir une opportunité historique pour le Maroc et les Etats-Unis.

Jason Yossef Ben-Meir est le président de la Fondation Haut Atlas (www.hightatlasfoundation.org), organisation américaine à but non lucratif qui favorise le développement communautaire rural au Maroc. Il a servi comme Volontaire du Corps de la Paix (1993-1995), est l'ancien directeur associé (1998-1999) au Maroc et a été Membre de l'Institut Américain d'Etudes Maghrébines (2003). Il rédige actuellement sa thèse de doctorat en sociologie à l'Université du Nouveau-Mexique, à Albuquerque. Il a obtenu une maîtrise en développement international en 1997 de l'Université de Clark au Massachusetts ainsi qu'une licence en économie de l'Université de New-York (1991). Il a reçu le prix d'excellence internationale de l'Université du Nouveau-Mexique en 2004 et le Prix Méritoire d'Honneur du Ministère de l'Etat des Etats-Unis en 1999.

Source : MRE.ma

La gloire n'est pas de ne jamais tomber mais de se relever chaque fois qu'on


tombe!